

CONTRE COURANT

Le périodique de la question sociale



L'amour s'arrête-t-il où s'arrêtent vos pas ?
Déchirez ces drapeaux ; une autre voix vous crie :
« L'égoïsme et la haine ont seuls une patrie ;
La fraternité n'en a pas ! »

A. de LAMARTINE.

DEUX MOTS AUX AMIS

*La parole passe aujourd'hui aux premiers souscripteurs.
Et ils ont de la voir...*

LE COUP D'ÉPAULE

C. Raiton 10 ; J. Galtier-Boissière 40 ; J. Lauron 10 ; A. Lévêque 20 ; R. Tabary 10 ; P. Véber 40 ; J. L. Le Dizet 20 ; Blériot 90 ; G. Dachez 5 ; M. Imbard 40 ; G. Naxara 20 ; S. Kahn 10 ; B. Pernin 10 ; R. Procope 10 ; S. Painganeau 3 ; A. Zarekel 40 ; Mad. Fabre 5 ; P. Voisin 5 ; S. Senninger 10 ; A. Bravo 10 ; R. Collet 40 ; P. V. Berthier 5 ; B. Salmon 20 ; R. Biso 40 ; Imp. G. Girard 40 ; R. Lugez 10 ; A. Lulé 10 ; Zara 40. *Tous à Paris.* Total : 613 francs.

A. Fédé 10 ; D. Bartelletti 5 ; J. Beffara 20 ; J. Lavailotte 5 ; O. Fichet 20 ; G. Debat 10 ; E. Salis 10 ; G. Millot 10 ; R. Guillot 10 ; Th. Delpeuch 10 ; R. Poiret 10 ; Laillier 40 ; Max Rougier 10 ; J. Temprement 3,40. *Tous dans la Seine.* Total : 173,40 francs.

L. Blot 10 ; M. Body 10 ; G. Noblet 20 ; R. Bertron 20 ; R. Cova 5 ; Lit. Pienne 40 ; R. Lesmarie 1 ; A. Comte 10 ; J. Hérissé 20 ; G. Denécheau 2. *Tous en Seine-et-Oise.* Total : 138 francs.

R. Riou (Allier) 10 ; G. Depieds (B.-A.) 10 ; P. Melet (H.-A.) 5 ; A. G. Aron (A.-M.) 10 ; P. Carretier (A.-M.) 5 ; P. Lahens (A.-M.) 5 ; P. Boissel (Ard.) 10 ; M. Perrin (Aube) 5 ; A. Carrabina (Aude) 2 ; S. Kiouane (Av.) 10 ; C. Barbadoro (B.-d.-R.) 20 ; M. Deleuze (d°) 90 ; M^r Jullien (d°) 10 ; J. Palix (d°) 10 ; J. Vial (d°) 10 ; V. Barthez (Cantal) 2 ; A. Baduel (Cal.) 15 ; B. Bedel (d°) 15 ; R. Boisseau (Ch.) 5 ; P. et C. Gast (C.-M.) 10 ; M. Parsonneau (C.-M.) 5 ; R. Doit (Cher) 10 ; C. Philippon (d°) 10 ; G. et R. Godeau (Cor.) 10 ; J. Trésorier (Doubs) 10 ; J. Noël (H.-G.) 10.

A. Campo (Gir.) 10 ; G. Ducomet (d°) 10 ; J. Guy (H.) 10 ; L. Foucard (I.-et-V.) 10 ; E. Roux (Is.) 20 ; R. Reynard (J.) 10 ; L. Clavel (Loire) 10 ; M. Julié (d°) 30 ; M. Renoulet (d°) 2 ; J. Guérin (L.-A.) 10 ; E. Bachelet (Loiret) 5 ; M. Marchand (Lot) 10 ; H. Foin (May.) 1 ; J. Julo (d°) 5 ; Mme Langrand-Comyn (Nord) 40 ; M. Lebrun (d°) 10 ; Ch. Suchet (B.-P.) 9,33 ; M. Longo (Rh.) 10 ; H. Mondon (d°) 40 ; G. Perrier (d°) 20 ; L. Péruchon (d°) 20 ; Ch. Moser (B.-R.) 10 ; M. Bodereau (Sarthe) 10 ; A. Troncosso (d°) 2 ; H. Léger (H.-S.) 5 ; J. Pignero (S.-et-M.) 10 ; L. Charbonneau (d°) 10.

R. Breitenbach (S.-M.) 40 ; Max Gallou (d°) 5 ; L. Boué (T.) 5 ; C. et G. Mary (Y.) 5 ; Martin (Oc.) 12 ; F. Pfeiffer (d°) 6,50 ; M. Bouge (Orne) 20 ; Pour la presse qui ne marche pas au pas, A. A. (A.-M.) 5 ; Ch. Leblanc (P.-de-C.) 10. Total : 769,83 francs.

Les listes sont arrêtées aux alentours du 10 janvier dernier. Merci à toutes et à tous. — L.L.

LIBRAIRIE SOCIALE

Contre-courant est spécialisé dans la littérature sociale. Les volumes et plaquettes proposés à ses lecteurs proviennent d'anciennes éditions ou de fonds disparus acquis autrefois. Aussi d'œuvres mis à sa disposition par les auteurs. Pour le reste, nous pouvons fournir tout ce qui se trouve dans le commerce, une coopérative de presse étant à notre portée pour toute fourniture.

Nous réserver vos commandes, c'est nous aider, puisque l'intégralité des recettes pour les fonds anciens et les ristournes d'usage pour les nouveautés sont comptabilisés en faveur du périodique. Ne négligez donc pas ce facteur important pour l'équilibre financier de **Contre-courant**.

COMMANDES et FONDS a adresser **nominalement** à Louis LOUVET : C.C.P. 880-87, Paris (7^e), 24, rue Pierre-Leroux.

(Les prix s'entendent **franco de port.**)

BIBLIOTHEQUE RATIONALISTE et libre-penseuse

A. Abécassis

La religion, honte des siècles (1) 6,70

Auguste Blanqui

Ni Dieu, ni maître 3,00

Ch-Aug. Bontemps

L'Homme devant l'Eglise (1) 6,60

Jean Bossu

L'Eglise et la Sorcellerie 4,10

Docteur Brotteaux

Le surnaturel dans la vie religieuse moderne 4,60

G. de Cétremoy

Religions et sexualisme 6,70

ex-abbé Jules Claraz

La faillite des religions 8,20

La fin d'un régime 8,20

Qu'est-ce que la libre-pensée ? 4,60

Le mariage des prêtres 4,20

Le prêtre peut-il être sincère ? 4,20

Du droit de massacrer les hérétiques 4,10

Léon Deschamps

L'Eglise à travers l'histoire 5,20

(1) Voir aussi l'offre exceptionnelle du trimestre.

Sébastien Faure

Mon opinion sur Dieu	2,70
L'Imposture religieuse	6,70
L'Eglise a menti !	4,10
Naissance et mort des dieux (2)	4,10

G. W. Foote

Histoire des Vierges-Mères	4,10
----------------------------------	------

E. Fournier-Blachford

Jésus et l'histoire	4,10
---------------------------	------

A. Fua

L'Eglise catholique contre le Christ	4,10
--	------

Abbé Gualdi

Une courtisane au Vatican	6,20
---------------------------------	------

Mgr Louis Hériot

Mon évolution religieuse	6,20
Fourberies et impostures de la religion catholique..	6,10

A. Heuss

Histoire de l'Inquisition en Espagne (illustrée)....	16,70
--	-------

Frédéric Hoffet

L'équivoque catholique	8,20
------------------------------	------

Emile Hureau

Les Jésuites, la classe ouvrière et la révolution	8,60
---	------

André Lorulot

Pourquoi je suis athée ?	10,10
Paroles d'un incroyant	7,20
Véridique histoire de l'Eglise	8,20
Un mois chez les curés	8,20
L'Eglise et la guerre	8,20
La libre-pensée au micro	3,60
Pour ou contre la franc-maçonnerie.....	4,10
Vie comique de Jésus (illustrée)	10,80
Bible comique illustrée	16,70
Histoire des papes	13,60

ATTENTION. — Ces prix annulent tous les précédents. Ils peuvent être modifiés d'un numéro à l'autre étant établis sur catalogues ou sur des volumes en stock dans notre fonds. Les réassortiments sont souvent objet à surprises. Certains de ces titres sont épuisés ou les éditeurs ont disparu. Epuisés chez nous, ce sera terminé.

LES DIVERSES OFFRES : du trimestre, de tout un peu, annoncées dans les numéros 117 et 118, restent valables durant tout le mois d'avril aux mêmes conditions. S'y rapporter.

(2) Il existe un disque que nous pouvons fournir extrait de cette conférence.

CONTRE-COURANT

LE PERIODIQUE DE LA QUESTION SOCIALE

Les amis adresseront tout ce qui concerne le journal
et le service des livres, *nominalemment*,
à Louis LOUVET, 24, rue Pierre-Leroux, Paris (7°).
Chèque postal 880-87 Paris. Téléphone SEGur 09-68.

Ce qu'il faut dire

LE 18 MARS. — Dans notre hémisphère le mois de mars est un peu le mois de l'espoir. Quoique froid très souvent, on le sait annonçant le retour de la verdure et des fleurs, présidant à l'édification des nids chez les oiseaux, le printemps est proche, partout la vie s'apprête à enterrer l'hiver.

En 1871 l'hiver avait été rude. A la mauvaise saison s'étaient ajoutés les rigueurs du siège, aussi la population parisienne rationnée, pour une bonne partie sans travail, n'avait guère le loisir de songer aux fleurs et aux petits oiseaux ; d'autant plus qu'en ce mois de mars le gouvernement de M. Thiers préparait contre Paris, le Paris frondeur, un coup à sa façon et que ses futures victimes en avaient le sinistre pressentiment.

Il est de mode de présenter le mouvement communaliste, né du 18 mars 1871, comme une explosion patriotique découlant d'un état d'esprit ayant sa source dans la défaite militaire et dont l'affaire des canons de Montmartre n'avait été que le prétexte. Ce n'est pas absolument exact. Si le récit bien connu des événements correspond à une réalité incontestable, les raisons profondes du divorce qui allait opposer la capitale à Versailles sont des plus complexes. Tout comme n'est pas simple le phénomène connu dans l'histoire sous le terme « Commune » qui associa des hommes venant d'horizons très divers et qui au sein de l'administration municipale ne poursuivaient pas les mêmes buts, mieux même, qui en poursuivaient parfois de singulièrement contradictoires.

Contre-courant a publié en 1958 une excellente brochure de Gustave Lefrançais, qui a passé totalement inaperçue dans les milieux qu'elle eût dû intéresser au premier chef, et qui révèle — entre autres — que les dissensions entre autoritaires et libertaires, fédéralistes et centralistes qui avaient déchiré le mouvement internationaliste s'étaient affirmées également parmi les leaders communards (1).

(1) *L'idée libertaire dans la Commune de 1871*, par Gustave Lefrançais.

Très nettement, Lefrançais, témoin actif de l'insurrection parisienne, déclare : « *Le caractère principal, en effet, du mouvement du 18 mars, c'est qu'il aura été le point de départ d'une rupture complète et sans retour possible, ni durable, avec les divers partis politiques qui, à différents titres, avaient eu jusqu'à maintenant la prétention de représenter la Révolution. De ce mouvement date la reprise de l'action révolutionnaire interrompue de prairial 1791 au 24 février 1848, puis de juin 1848 à l'avènement à l'Hôtel de Ville de ce groupe impersonnel qui fut, d'abord le "Comité Central" et, ensuite, la "Commune".* »

Dès lors, un certain nombre de décrets pris au nom de la Commune, les actions personnelles de quelques-uns de ses membres influents, aussi plusieurs drames qui ensanglantèrent les derniers jours de mai 71 — la mort de Gustave Chaudey qui frise l'assassinat, l'exécution des otages qui ne recueillit pas l'approbation générale — s'éclairaient d'un jour particulier.

C'est ce que n'a pas vu, ou compris, Francis Pichon dans son livre récent où il présente la révolte de Paris comme « une sanglante aventure dont la France vaincue n'avait certes pas besoin et les chefs de la Commune comme des aventuriers incapables de construire la société future dont ils rêvent » (2). Comme quoi on peut lancer dans le public un ouvrage d'une érudition remarquable parsemé de temps à autre d'aussi remarquables sottises, faute de n'avoir pas cru devoir tenir la balance égale entre les apologistes véhéments et les détracteurs systématiques d'une violente éruption sociale non exempte, certes, de fautes graves, mais secrétant également des qualités d'une aveuglante grandeur, qui furent, les unes et les autres, en définitive, noyées dans son sang.

Tristesse de constater que l'objectivité est une vertu des plus rares chez les historiens, même ceux, et c'est ici le cas, qui se veulent animés des meilleures intentions.

Tristesse aussi de ne pouvoir suivre Lefrançais dans ses conclusions, à tendance libertaire, qui le portent à voir « le moment proche de l'effondrement politique et social dans lequel nous patageons depuis plus d'un siècle », moment libérateur pour le prolétariat sortant enfin de son « éternelle et lamentable servitude ». Grâce à la Révolution (avec un grand R).

En mars 1871 ledit prolétariat s'apprêtait à mourir, librement, fusil au poing, conscient de défendre jusqu'au dernier sacrifice les libertés que le pouvoir lui contestait.

En mars 1965 le prolétariat se rend aux urnes à l'appel des bateleurs politiques et sous les bons auspices de la grande presse inféodée aux trusts, aux banques, aux groupes de pression et de la radio-télévision aux ordres de l'Etat, pour déléguer « librement », pour six années, l'administration des communes.

NUANCE !...

Louis LOUVET.

(2) *Histoire barbare des Français*, par Francis Pichon, page 364.

UN ENSEIGNEMENT QUI MANQUE

Nous voyons se développer un admirable effort pour sauver quelque chose de la laïcité si péniblement instituée il y a quatre-vingt ans. Cet effort sera insuffisant, car si la laïcité de l'école est en danger, c'est évidemment parce que les Français vraiment laïques sont trop peu nombreux.

Or, à côté de l'*Ecole laïque que l'on veut maintenir neutre*, qu'y a-t-il ? A droite : l'enseignement dogmatique des catéchismes développé par les prêtres. A gauche : rien. Ainsi, en face de l'enseignement où l'on impose des dogmes, il manque un enseignement, celui de la méthode et de la connaissance positives. Cet enseignement est à créer à tous les degrés. Dans chaque commune, au début de l'année, quelques conférences devraient être faites, en toute indépendance, pour les élèves et leurs parents.

Pour marquer l'âge de raison des enfants, on devrait instituer une fête, avec costume et repas en famille, etc., une première émancipation, en opposition avec la communion privée (à sept ans !) et la communion solennelle (onze ans) de la religion catholique. Pour aider les conférenciers éventuels, il faudrait publier une collection de petits livres de cent pages, à la fois élevés et simples, qui seraient largement diffusés. L'esprit de cette collection serait défini par l'abandon très net de tous préjugés et de tous les dogmes millénaires, y compris ceux de la divinité et de l'âme autonome et immortelle.

On montrerait que, dans le passé, la recherche des meilleures vérités a suivi une mauvaise méthode. On exposerait que la superstition, l'occultisme, les religions, les croyances au surnaturel, à la vie de l'au-delà, aux dieux, puis à un seul dieu, sont des créations humaines provoquées par la peur et l'ignorance, génératrices de funestes erreurs et de vaines promesses ; que le fondement de la morale est dans la nature des hommes vivant en société, que l'âme (en réalité l'esprit, la pensée) est liée au cerveau et périt avec lui. Malheureusement, de nombreux journaux et éditeurs sont effrayés par la laïcité intégrale et l'influence cléricale reste très active. Mais il y a, dans tous les milieux, des esprits assez libres pour comprendre que l'humanité qui veut vivre ne peut réaliser complètement son destin que dans la vérité et la clarté, en fuyant les dogmes et en s'inspirant de la méthode des sciences positives qui a donné de prodigieux résultats.

En somme, j'en reviens à instituer et propager un enseignement du français, des mathématiques, des sciences naturelles, de l'histoire et de la géographie, sur la base d'une philosophie matérialiste et concrète.

Je propose de m'y employer à condition d'y être aidé et soutenu ; d'abord en influençant les distractions et occupations des enfants, même jeunes, dans une colonie de vacances, une maison d'enfants ou une école. Les curés ne se gênent pas pour influencer l'esprit des tout jeunes

enfants, pour les envoûter et leur inculquer la croyance, en un dieu, en particulier, et au surnaturel en général. C'est en commençant par la base qu'on arrivera à libérer l'esprit humain des superstitions religieuses.

Pour mener à bien cette tâche, il faut dispenser un enseignement sur la base d'un esprit non croyant, non mystique et non abstrait, avec une philosophie matérialiste, tâche d'autant plus nécessaire que l'enseignement officiel continue d'ignorer ou de dénaturer cette philosophie. Il faut donc éduquer les enfants en leur expliquant le « pourquoi » et le « comment » des choses et des événements, d'une manière *scientifique irréfutable*, leur montrant que rien de surnaturel ne doit les impressionner. On doit faire appel à leur « raison », les mettre à même de comprendre ce que d'autres tiennent à conserver d'illusion et leur faire réaliser qu'il n'y a pas de « mystère » ni de « miracle ».

Il faut insister énergiquement sur la lutte contre les fausses sciences (occultes) telles que la télépathie, le guérissage, l'astrologie et la radiesthésie. L'enfant est sans défense contre la puériorité des adultes. Pour cela, des séances récréatives de prestidigitation intelligemment commentées peuvent seules le mettre en garde contre les brillants sophismes, contre le merveilleux non scientifique et contre les innombrables causes d'erreur de nos sens. Elles forment un excellent exercice d'observation et d'initiative ou même de préparation au raisonnement.

Ces séances seraient pour les jeunes et aussi pour les adultes, une remarquable et attrayante cure de déniaisement. Comme vous pouvez le concevoir, ce projet d'enseignement positif et de séances récréatives est fort intéressant. Il faudrait aussi fonder à l'Université un Institut de la pensée libérée des dogmes.

Je recommanderai de répandre dans toutes les communes un enseignement laïc du dimanche. On pourrait aussi créer une école de « *rationalisme expérimental* ».

Michel ASSO.

N.D.L.R. — Cet article, publié en tract par l'auteur, a suscité un débat animé et fort intéressant le 10 mars dernier au *Foyer individualiste d'études sociales*. « Contre-courant » dont la rédaction reçoit nombre de tracts, le plus souvent anonymes, à l'intention d'en publier quelques-uns avec les commentaires qu'ils comportent.

COMMUNIQUE

BON CAMARADE, locataire d'une ferme dans la Sarthe, sous-louerait une grande pièce à ami de nos idées désireux de passer le long de l'année quelques séjours à la campagne ou encore de s'y fixer. Deux cents kilomètres de Paris. Trois trains par jour. Prix très raisonnable. Se mettre en rapport avec A. SENEZ, cordonnier, à la Petite Gaudinière, LA CHAPELLE-GAUGAIN (Sarthe).

AU DÉBUT DE MARS 1963

une nouvelle imprévisible endeulait les milieux libres penseurs : André Lorulot venait de mourir.

Lorulot, depuis des années et des années, était en fait le pilote de l'organisation. Ses possibilités de travail étaient quasi illimitées. Il assurait non seulement la confection, l'élaboration, la diffusion de trois organes de propagande : « La Raison », « La Calotte » et « L'Idée libre », mais encore parcourait la France dans toutes les directions portant la « bonne parole » dans les villes principales comme dans les bourgs les plus modestes avec une conviction qui n'était pas dénuée d'une certaine causticité jointe à une ironie souvent bon enfant.

Sa disparition soudaine posait des problèmes qui ont trouvé leurs solutions après des tâtonnements inévitables. La libre pensée toujours vivante, toujours dynamique, mène aujourd'hui, comme hier, le bon combat contre l'obscurantisme religieux et les manœuvres tortueuses d'une Eglise catholique et romaine qui ne désarmera jamais et qui sait faire flèche de tout bois.

Il fut reproché à André Lorulot de pratiquer un anticléricalisme démodé tout juste bon au temps du petit père Combes. Voire...

Certes, les histoires de bonnes engrossées par les desservants des paroisses chrétiennes ont perdu, à la longue, quelque peu de leur sel, il n'empêche pourtant que tout ralentissement dans cette propagande, sans doute terre-à-terre, qui représente les prêtres comme des hommes, et simplement des hommes, avec leurs qualités, leurs tares et même leurs vices, est mis à profit fort habilement par ces messieurs du clergé. En ce sens l'activité d'André Lorulot est loin d'avoir été inutile.

Ses amis parisiens en sont persuadés qui organisent, pour le second anniversaire de sa mort, le

SAMEDI 27 MARS A 15 HEURES

au Columbarium du Père-Lachaise, une cérémonie de commémoration à laquelle ils invitent instamment les lecteurs de « Contre-courant » ayant domicile dans la région parisienne.

LE PROBLÈME DE L'ALCOOLISME

AVANT-PROPOS

Se greffant directement sur la question sociale, ce problème de l'alcoolisme est des plus importants. Souvent traités d'une manière fastidieuse, les articles qui lui sont consacrés, même pavés des meilleures intentions, rebutent le lecteur qui passe à un autre genre de lecture, surtout s'il se sent un tant soit peu concerné.

Contre-courant croit bon de lever le lièvre en évitant cet écueil. Les lignes qui suivent proviennent d'une brochure éditée en 1913, réédition d'un opuscule précédent publié en 1906. Il est important de noter ces dates. Elles visent la classe ouvrière normande que l'auteur a eu l'occasion d'approcher — elles eussent pu désigner toute autre région — qui, dit-elle, « se désintéresse de toute question sociale. Boire, fumer, manger et faire des gosses, voilà son idéal de vie ».

L'auteur — Madeleine Vernet — est connue d'un grand nombre de nos lecteurs. Cette sociologue de valeur qui fut une excellente camarade d'idées et une femme d'élite dans toute l'acception du terme, une pacifiste convaincue et militante, témoigne de ce qu'elle a vu et entendu au début du siècle. Depuis le temps a passé, les mœurs ont évolué, le whisky a fait son apparition sur les tables les plus diverses, le poivrot du samedi soir est à peu près introuvable de nos jours, le nombre des alcooliques a considérablement augmenté.

Contre-courant serait particulièrement satisfait si, en suite logique à l'étude de Madeleine Vernet, sociologues et médecins qui le lisent utilisaient ses colonnes pour décrire et dénoncer l'alcoolisme dans le monde moderne. Ce ne serait pas besogne inutile. — L. L.

LA QUESTION DE L'ALCOOL. — Elle est une des plus importantes dans notre état social actuel ; et nous ne nous y arrêtons peut-être pas assez souvent, ni assez profondément. Penseurs, philosophes ou révolutionnaires, nous ne songeons pas assez au rôle de l'alcool dans le problème du capitalisme. Nous ne voyons pas suffisamment le mal causé par l'alcool dans la classe prolétarienne ; car s'il engendre des tares physiques et morales, s'il est un agent de misère et de maladie, il est presque entièrement cause de cet état d'inertie, de passivité, d'abrutissement (disons le mot) qui empêche l'ouvrier de réagir contre son asservissement et de lutter pour son indépendance.

On a trop souvent l'habitude de sourire quand quelqu'un élève la voix à ce sujet ; trop souvent on traite de « marotte » le procès qu'il fait à l'alcoolisme, et l'on prétend qu'il exagère lorsqu'il cite des faits et des chiffres à l'appui de ce qu'il expose.

On a tort. Il ne faut pas négliger le problème alcoolique. Le petit travail que je présente aujourd'hui n'a d'autre but que d'essayer de le faire comprendre, en montrant l'étendue de ce vice et ses conséquences parmi nos populations ouvrières. L'étude qu'on va lire a été faite en

Normandie, dans une forte cité ouvrière de la région rouennaise, mais peut s'appliquer à peu près aussi exactement à toutes les cités ouvrières de cette région.

Comment l'alcool est-il consommé ? Voilà qui est intéressant à connaître.

Pour cela j'ai des chiffres dont je garantis l'authenticité. Voilà d'abord la consommation de quatre ménages sur lesquels on pourra se baser pour obtenir une moyenne :

1° Le ménage est composé du mari et de la femme, et de trois enfants en bas âge. On y consomme un litre de cognac à 45° en deux jours. Le dimanche on en consomme un litre. Je puis affirmer que, dans ce ménage, je n'ai jamais vu le mari, ni la femme, pris de boisson, même légèrement.

2° Voici à présent un autre ménage : les deux époux et un garçonnet de quinze ans. On consomme dix litres de cognac en quatorze jours. Même observation que précédemment.

3° Autre ménage : père, mère, trois fils : 20 ans, 18 ans, 16 ans, deux fillettes plus jeunes. On consomme, en temps régulier, trente-six litres de rhum en quatre semaines, plus cinq ou six litres de cognac. Quand, dans cette période de quatre semaines, il se passait une fête quelconque, il fallait ajouter trois litres de rhum et trois litres de cognac, plus un litre de kirsch.

4° Enfin, un ménage modèle — je n'en ai presque pas connu d'aussi sobre — consomme tous les deux jours une petite carafe d'un demi-litre. Le dimanche on la vide en entier.

Mais ces chiffres n'indiquent que ce qui est consommé dans l'intérieur des ménages. Indépendamment de cela, il y a ce que le mari absorbe dehors : le verre du matin, « pour tuer le ver » — sur le comptoir du débit d'en face l'usine ; l'absinthe ou autre apéritif à midi ou le soir — ; les extras, au cabaret, entre amis ; les immanquables griseries des dimanches. Et maintenant, voyons comment est absorbé le liquide acheté pour le ménage.

Le matin, vers cinq heures et demie, avant de partir pour l'usine, on prend un bol de café alcoolisé dans lequel on trempe un peu de pain ; et l'on emporte du café tout préparé avec de l'eau-de-vie pour le déjeuner de huit heures.

Un jour, j'étais allée voir, dans une usine, un jeune homme que je connaissais et qui était mécanicien. Il m'emmena dans la chambre des machines — appelée vulgairement, par les ouvriers, « la chauffe » — et, me désignant toutes les petites casseroles qui se tenaient au chaud pour le déjeuner du matin, il me dit : « Que pensez-vous qu'il y ait là-dedans ? » « De la soupe, je suppose », répondis-je. « Regardez-y », reprit mon compagnon. Je soulevai les couvercles. Les trois quarts des marmites étaient remplies du café alcoolisé, dans lequel, au déjeuner, ouvriers et ouvrières allaient tremper un morceau de pain.

Après le déjeuner du midi — maigre déjeuner où le saucisson, le hareng, le fromage, les denrées alimentaires à bon marché, sont en honneur —, on prend à nouveau du café avec de l'alcool. Le soir, cela se renouvelle ; et tous les jours se ressemblent. On comprend aisément qu'à ce régime, on ne les voit pas précisément ivres. L'alcool s'infiltré en eux, lentement : ils en deviennent intoxiqués.

Quant au café noir, lui, il est fait d'un mélange où la chicorée entre pour les trois quarts. On achète, chez l'épiciériste, 125 grammes de café contre 500 grammes de chicorée. Mais si le liquide ainsi obtenu est âcre, cela n'a pas d'importance. Comme on ne prend jamais de café sans alcool, le parfum du second couvre l'âcreté du premier. L'alcool est partie intégrante des plaisirs de l'ouvrier : « Sa pipe, sa goutte et sa femme sont ses trois bonnes amies » — pour employer son expression. L'alcool préside les fêtes et des dates mémorables ; on se saouïe aux jours de mariage, aux baptêmes, aux premières communions, aux assemblées du village, aux « rois », aux enterrements, etc. ; sans oublier le jour de la fête nationale et celui des élections.

A propos de ce dernier — il y a deux ans —, j'étais accoudée à ma fenêtre et regardais passer, dans la rue, un ouvrier endimanché qui revenait du vote : c'était les élections municipales. Le passant était ivre, il titubait, gesticulait, parlait avec violence :

— Et puis — s'écria-t-il tout à coup avec véhémence —, X... (il parlait de son patron), je m'en fous. *C'est* qu'un homme comme moi ; *il est* pas plus que moi ; et si je le voyais là, sur la rue, j'lui dirais bien qu'il est une canaïlle et que j'me fous de lui...

Tout en gesticulant de la sorte, mon ivrogne avait rencontré le trottoir qui lui fit perdre l'équilibre, et il roula dans le ruisseau en répétant : « J'me fous d'lui..., oui, j'me fous d'lui ». Et j'eus un sourire navré, en pensant que lui aussi, le patron, pouvait se « foutre » de l'ouvrier que l'alcool rendait inoffensif pour lui. Et si cet ouvrier n'avait été qu'une exception ! Mais, hélas ! l'exception, ce sont ceux qui ne ressemblent pas à celui-là.

Madeleine VERNET.

Dans le numéro du 15 avril : LES ENFANTS DES JOURS D'ALCOOL.

LES CAUSES PSYCHOLOGIQUES DE L'ALCOOLISME, par le docteur *Legrain*. — Le nom de l'auteur ne dira rien à nos lecteurs de moins de quarante ans. Ce savant, aussi modeste que valable, consigne dans l'ouvrage que nous offrons ici à ceux qui s'intéressent à la santé mentale et physique des hommes, les observations d'une longue vie consacrée à la lutte contre la misère physiologique sous toutes ses formes. Edition rare en grand format sur beau papier 13 F 10

LE SILENCE DES MORTS

On scrute leur portrait, espérant qu'il en sorte
Un cri qui puisse enfin nous servir de flambeau,
Ah ! si même ils venaient pleurer à notre porte,
Lorsque le soir étend ses ailes de corbeau.

Non ! mieux que le linceul, la bière et le tombeau,
Le silence revêt ceux que le temps emporte :
L'âme, en fuyant, nous laisse un horrible lambeau,
Et ne nous connaît plus dès que la chair est morte.

Pourtant, que d'appels fous, longs et désespérés,
Nous poussons jour et nuit vers tous nos enterrés !
Quels flots de questions coulent avec nos larmes !

Mais toujours, à travers ses plaintes, ses remords,
Ses prières, ses deuils, ses spleens et ses alarmes,
L'homme attend vainement la réponse des morts.

Maurice ROLLINAT.

SONNET PACIFISTE

Si je trespasse entre tes bras, ma Dame,
Je suis content : aussi ne veux-je avoir
Plus grand honneur au monde, que me voir
En te baisant, dans ton sein rendre l'âme.

Celui dont Mars la poitrine renflame,
Aille à la guerre : et d'ans et de pouvoir
Tout furieux, s'esbate à recevoir
En sa poitrine une espagnole lame ;

Moi plus couard, je ne requiers sinon,
Après cent ans, sans gloire et sans renom,
Mourir oisif en ton giron Cassandre ;

Car je me trompe, ou c'est plus de bonheur
D'ainsi mourir, que d'avoir tout l'honneur
D'un grand César ou d'un foudre Alexandre.

(Pierre de Ronsard, 1524-1585 ; « Amours de Cassandre », tome I, page 46 ; cité par « Les Semailles », décembre 1917.)

DIALOGUE IMAGINAIRE ENTRE MARX ET BAKOUNINE

TEXTE DE MAURICE CRANSTON
diffusé en 1962 à la B.B.C. à Londres

Résumé des chapitres précédents. — *Bakounine accueille chez lui, à Londres, le 3 novembre 1864, Karl Marx, avec lequel il s'entretient des questions qui les divisent. Cordial tout d'abord, le dialogue tourne à la controverse. Bakounine se refuse à attaquer Proudhon, proteste contre les calomnies qui le représentent comme un agent tsariste et justifie un panslavisme démocratique et libérateur. Marx alors aborde la question politique, celle du gouvernement et des lois que la société doit imposer.*

MARX. — Evidemment, tu n'as guère approfondi le concept de prolétariat. Le prolétariat ce ne sont pas les pauvres, il y a toujours eu des pauvres. Le prolétariat est quelque chose de nouveau dans l'histoire. Ce n'est pas la pauvreté ni l'infortune qui rendent les hommes prolétaires, c'est leur colère contre la bourgeoisie, c'est leur dignité, leur courage et la résolution de vouloir mettre fin à leur condition. Le prolétariat se forme seulement quand l'indignation, la conscience de classe s'ajoutent à la pauvreté. Le prolétariat est la classe à finalité révolutionnaire, la classe qui aspire à la destruction de toutes les classes, la classe qui ne peut s'émanciper soi-même sans émanciper l'ensemble du genre humain.

BAKOUNINE. — Votre socialisme n'élimine pas les classes, Marx, mais en crée deux : celle des dirigeants et celle des dirigés ! Il exigera un gouvernement avec beaucoup plus de fonctions à accomplir que celle qu'il s'est attribué jusqu'à présent en général, et ce sera le peuple qui sera gouverné. D'un côté, l'extrême gauche de l'« intelligentsia », la plus despotique, la plus arrogante classe de gens qui puisse exister, voudra commander au nom de l'expérience ; de l'autre, il y aura la simple et ignorante masse qui devra obéir.

MARX. — Les législateurs et les administrateurs de l'Etat socialiste seront les représentants du peuple.

BAKOUNINE. — Encore une autre illusion libérale, qu'un gouvernement issu d'une consultation

électorale puisse représenter la volonté du peuple. Même Rousseau niait tout crédit à cette affirmation. Les intentions instinctives des élites gouvernementales sont toujours en opposition avec les fins instinctives de l'homme de la rue. En jugeant la société de leur position élevée, il est rare que les gouvernements arrivent à éviter des actes d'autorité et de domination.

MARX. — La démocratie fait faillite à cause du monopole des institutions politiques accaparé par le pouvoir financier de la bourgeoisie.

BAKOUNINE. — La pseudo-démocratie socialiste serait viciée par d'autres pressions. Un parlement composé exclusivement de travailleurs — les mêmes travailleurs et les mêmes dirigeants socialistes d'aujourd'hui — se transformerait du soir au matin en un parlement aristocratique, il en a toujours été ainsi. Envoie siéger les extrémistes dans les fautes ils de l'Etat et ils se convertiront en conservateurs.

MARX. — Il y a des raisons pour cela.

BAKOUNINE. — La raison principale c'est que l'Etat démocratique est un contresens. Par sa nature, l'Etat est autorité, force, domination et, par conséquent, inégalité. La démocratie, par définition, est égalité, donc démocratie et Etat ne peuvent coexister. Proudhon ne fut jamais aussi clairvoyant que lorsqu'il affirma que le suffrage universel est contre-révolutionnaire.

MARX. — Voilà une évolution vraiment indicative de la mentalité journalistique de Proudhon. Il est vrai que les travailleurs sont trop souvent en proie à la misère et facilement influencés par la propagande de la bourgeoisie pour pouvoir faire un bon usage de leur bulletin de vote, mais le suffrage universel peut être utilisé pour des fins socialistes. Nous pouvons entrer dans la politique et faire ce qui est réputé démocratique. Nous ne pouvons pas réaliser tous nos objectifs par notre entrée au parlement, mais, tout au moins, une partie d'entre eux.

BAKOUNINE. — Aucun Etat, même pas une république teintée du rouge le plus rutilant, ne pourra donner au peuple ce dont il a le plus besoin : la liberté. Tous les Etats, y compris votre Etat socialiste, cher Marx, sont basés sur la force.

MARX. — Quel autre moyen pourrait-on employer ?

BAKOUNINE. — L'éducation, la connaissance.

MARX. — Le peuple manque d'instruction.

BAKOUNINE. — Il peut être éduqué.

MARX. — Et qui donc pourra l'éduquer, sinon l'Etat.

BAKOUNINE. — La société doit s'éduquer elle-même. Malheureusement tous les gouvernements du monde ont laissé le peuple dans un tel état d'ignorance qu'il faudrait ouvrir des écoles non seulement pour les enfants, mais aussi pour les adultes. Ces écoles devraient être débarrassées de tout vestige du principe d'autorité. Et, d'ailleurs, non pas des écoles dans le sens conventionnel du mot, mais des académies populaires où les élèves, riches d'expérience, seraient parfois en mesure d'enseigner à leurs propres maîtres. De cette façon, une espèce de fraternité intellectuelle se développerait entre eux.

MARX. — Bien, en fin de compte, tu admetts deux catégories de maîtres et d'enseignants. Je ne crois pas que l'enseignement constitue un gros problème une fois la société socialiste instaurée.

BAKOUNINE. — Oui, le premier problème est l'émancipation économique ; le reste viendra tout seul.

MARX. — Rien ne viendra tout seul, et ce sera l'Etat socialiste qui devra déterminer la suite. Toute l'expérience historique est là pour le démontrer : les gens les plus évolués d'Europe aujourd'hui — les Français et les Allemands — doivent leur éducation à un solide système étatique qui dirige l'instruction publique. Dans les pays où l'Etat ne s'occupe pas de l'éducation scolaire, le peuple est irrémédiablement analphabète.

BAKOUNINE. — En Angleterre, les grands collèges et les universités échappent au contrôle de l'Etat.

MARX. — Mais, ce qui est pire, ils sont sous la main de l'Eglise anglicane, qui, d'ailleurs, fait partie de l'Etat.

BAKOUNINE. — Les collèges d'Oxford et de Cambridge sont régis par des sociétés indépendantes et traditionnelles.

MARX. — Tu ne connais guère la vie anglaise, Bakounine. Les deux collègues ont été radicalement réformés par des lois émanant du Parlement. L'Etat a dû intervenir pour les sauver de leur complète décadence intellectuelle, mais, malgré cela, ils sont encore arriérés si on les compare aux universités allemandes.

BAKOUNINE. — Toutefois, leur existence démontre qu'il est possible, pour les élèves, de contrôler leurs propres collègues. Et il n'y a pas de raison de supposer que les travailleurs ne sauraient pas administrer leurs terres ou leurs usines par le même procédé.

MARX. — Un jour viendra certainement où il en sera ainsi, mais, en attendant, un Etat ouvrier devra prendre la place des propriétaires bourgeois.

BAKOUNINE. — C'est précisément là où nous divergeons, Marx. Tu crois qu'il faut organiser les travailleurs pour la conquête de l'Etat, alors que moi, au contraire, je veux les organiser pour le détruire, ou bien, si tu préfères un mot plus court, pour liquider l'Etat. Tu veux utiliser les institutions politiques et moi je voudrais que le peuple puisse se fédérer librement et spontanément.

MARX. — Qu'entends-tu par se fédérer spontanément ?

BAKOUNINE. — Le travail s'organisera de lui-même. Des associations de producteurs basées sur l'appui mutuel se constitueront par district et ces districts s'associeront librement avec des unités plus étendues ; tout le pouvoir viendra de la base.

MARX. — Des projets de ce genre sont complètement chimériques. C'est une copie des phalanstères et la vingtième édition de la « Nouvelle Jérusalem » proposée par les socialistes utopistes. Ce sont des projets disparates mais, malheureusement, dangereux parce qu'ils introduisent dans le socialisme une notion bâtarde, illégitime, qui peut prendre la place de la vraie solution. En provoquant une diversion dans l'attention des hommes dans l'immédiat ; leur effet est conservateur et réactionnaire.

BAKOUNINE. — S'il y a un reproche que tu ne peux vraiment pas m'adresser, Marx, c'est celui de me dire que je détourne l'attention des hommes

de la lutte immédiate. De plus, je pense comme toi qu'il existe seulement deux partis au monde : le parti de la révolution et celui de la réaction. Les socialistes pacifistes, avec leurs sociétés coopératives et leurs peuples modèles, appartiennent au parti de la réaction. Le parti de la révolution, malheureusement, est déjà divisé en deux fractions, les champions de l'Etat socialiste, que tu représentes, et les socialistes libertaires, dont je fais partie. Ta fraction a de nombreux partisans, naturellement, en Allemagne et même ici, en Angleterre. Mais les socialistes en Italie et en Espagne sont tous libertaires. Le problème qui se pose est donc celui-ci : quelle tendance prévaudra dans le mouvement ouvrier international ?

MARX. — La tendance véritablement socialiste, je crois, et non l'aide anarchiste.

BAKOUNINE. — Vous appelez véritable, pur, votre socialisme parce que vous vous trompez sur la nature de la dictature populaire. Vous ne vous rendez pas compte du danger qu'il peut y avoir d'instaurer un nouvel esclavage en suivant les traces d'autres Etats.

MARX. — Tu supposes que, parce que l'Etat a toujours été l'instrument de la classe dominante, cela doit continuer éternellement. N'est-il pas possible d'imaginer l'existence d'une classe différente d'Etat ?

BAKOUNINE. — On peut en imaginer un tellement différent qu'il ne répondrait plus du tout à ce nom. Par exemple, on peut penser au système proposé par Proudhon : un simple bureau d'affaires, une banque de liquidation centrale au service de la société.

(Traduit par Albert Ledrappier.)

(A suivre.)

GROUPE LOUISE-MICHEL. — Au Vaudeville - ex Européen, 5, rue Biot (métro : Place Clichy), le mardi 30 mars à 20 h. 45 précises, l'animateur du Cabaret de l'Ecluse Léo Noël présentera le gala annuel du groupe avec : *Barbara, Stéphane Ariel, Jacques Delord, Los Changos, Graème Allwright, Maurice Fanon, Brigitte Fontaine, Danielle Rocca* et les *Garçons de la Rue*. Ouverture des portes à 20 h. Cartes d'entrée : 3, rue Ternaux, 5, rue Biot, 24, rue Ste-Marthe.

Le prochain numéro paraîtra le 15 avril

PANORAMA DU MONDE

A BRUXELLES LE « LIVRE » A 20 ANS

LE Syndicat Unifié du Livre et Papier de Bruxelles a vingt ans !

Vingt ans, ce n'est guère ! Mais il s'agit là d'un anniversaire qui commémore un événement d'une importance considérable dans notre vie syndicale, puisqu'il se rapporte non pas à la naissance de nos organisations professionnelles — puisque certaines d'entre elles ont plus de cent vingt années d'existence —, mais il consacre l'unification organique de toutes les anciennes associations du livre et du papier.

Avant guerre, et jusqu'à la libération, il existait à Bruxelles six organisations syndicales graphiques : l'Association Libre des Compositeurs et Imprimeurs Typographes, l'Association des Ouvriers et Ouvrières de la Reliure, l'Association des Ouvriers Lithographes et Dessinateurs, l'Association des Ouvriers de la Photogravure, l'Association des Ouvriers Clicheurs et Galvaniplastés et l'Association des Ouvriers Fondeurs en Caractères. Il y avait, en outre, une organisation typographique dissidente, créée au cours de la grève de 1931. Sauf la dernière, ces différentes associations professionnelles avaient constitué, le 19 avril 1896, la Fédération locale de l'Industrie du Livre de Bruxelles. C'était un premier pas dans la voie de l'unification des forces ouvrières et, au cours de ses quarante années d'existence, la Fédération locale a rendu d'énormes services en vue de la coordination des revendications et de la lutte à mener pour leur réalisation. Mais les rivalités, les particularismes, disons aussi l'esprit corporatiste, joints aux disparités administratives des divers groupes, étaient la cause d'un manque d'homogénéité dans l'activité syndi-

CONTRE
COURANT

LE PERIODIQUE DE
LA QUESTION SOCIALE

Rédaction

Louis LOUVET

24-26, rue Pierre-Leroux

Paris-7^e

Téléphone: SEGUR 09-68

T A R I F DES ABONNEMENTS

Abonnement simple. 10 f.

Abon. hors frontière. 11 f.

La série comprendra
320 pages au minimum.

Les abonnements partent
du 5 janvier 1965.

cale dont les travailleurs intéressés se rendaient de plus en plus compte. Si bien que l'idée d'une fusion définitive et complète de tous les travailleurs du livre et du papier de la capitale s'imposait de plus en plus. Elle fut même l'objet de délibérations au sein des différentes associations, aussi bien qu'au sein de la Fédération locale.

La grande et longue crise économique qui a sévi, tout particulièrement de 1930 jusqu'à la guerre, au cours de laquelle le chômage atteignit jusqu'à 30 % de nos membres, la désorganisation de notre industrie, les attaques patronales répétées, aboutissant à la non-reconduction du contrat collectif et à l'escamotage de deux tranches d'index, enfin, les vides provoqués par la mobilisation dans les effectifs syndicaux, tout cela fit sérieusement réfléchir les ouvriers et les militants sur les inconvénients de l'éparpillement des forces ouvrières, et l'idée d'une unification s'imposa de plus en plus.

La situation politique de l'Europe, suite à la progression redoutable du fascisme qui menaçait de la submerger complètement, l'écrasement de la jeune république espagnole, parachevant l'investissement des quelques pays encore libres acculés à l'Atlantique et à la mer du Nord, tout cela contribuait à raviver la vigilance dans ce qui restait de sain dans une classe ouvrière désemparée.

La guerre ouverte, le 3 septembre 1939, entre la France et l'Allemagne, avec ses répercussions indirectes sur notre vie économique, politique et sociale, devait achever de bouleverser les consciences et d'ouvrir les yeux à tous les travailleurs soucieux de préserver l'avenir. L'invasion de la Belgique, le 10 mai 1940, devait balayer toutes les hésitations. Et, depuis ce moment, il était admis par tous les militants des associations syndicales du Livre que, la paix revenue, il n'y aurait plus qu'une seule organisation syndicale pour tous les travailleurs du livre de Bruxelles.

Il y aurait beaucoup à écrire sur les événements qui se sont déroulés au cours de l'occupation allemande. Et nous le ferons certainement un jour. Pour l'instant, nous ne voulons qu'esquisser les conditions d'ambiance politique, économique et sociale qui ont précédé l'unification des forces ouvrières du livre, et qui nous ont permis de surmonter tous les préjugés professionnels et tous les obstacles personnels qui encombraient le chemin de l'unité.

L'occupation par l'Allemagne nazie entraîna automatiquement l'arrêt des activités syndicales. Ce fut d'abord la désorganisation générale, au travers de l'exode, le déferlement de toute cette marée de fuyitifs, encombrant les routes, fuyant la peste brune, et qui ne devait s'arrêter que devant les contreforts des Pyrénées, pour les plus heureux, pour les malchanceux, dans l'immense guêpier du nord de la France déjà contourné par les armées allemandes. Sombre retour au foyer. Car c'était le retour dans un vaste camp de concentration : chômage, interdiction de changer d'employeur, travail obligatoire en Allemagne, arrestations massives sous le moindre prétexte, menace permanente, dans le cadre d'une psychose de terreur,

rationnement, avec son inévitable corollaire : le marché noir, la plus répugnante spéculation en regard du blocage des salaires, pour ceux qui avaient la chance d'occuper un emploi. Pour les autres, c'étaient la misère noire, le déperissement dans l'impuissance. Et cela dura plus de quatre ans...

Dès l'été 1944, des lueurs d'espoir parurent dans le ciel. Et l'occupant ne s'en montra que plus féroce. Signe évident que la libération était proche. Aussi, certains de nos dirigeants, ayant échappé aux coupes sombres de la Gestapo parmi les militants syndicalistes et politiques, se réunirent clandestinement en vue de la reconstruction de notre mouvement syndical du Livre dès que la main de fer du fascisme serait obligée de desserrer son étreinte. Il y eut même des contacts avec certains dirigeants de la Chambre des Maîtres Imprimeurs de Bruxelles en vue d'une reprise des collaborations habituelles dès la libération de la ville.

Et ce jour vint. Le 2 septembre 1944, alors que des fusillades crépitaient encore en divers points de la ville et des faubourgs, en l'absence de tout moyen de transport et de communication publique, quelques anciens dirigeants se sont retrouvés au siège de notre Association Typographique, 6, rue du Lavoir. Nous devions y trouver un triste spectacle. Tout y était saccagé, pillé, brûlé, démoli. Il ne restait rien, strictement rien, hormis des murs calcinés et une odeur pénétrante d'incendie, qui devait s'y maintenir durant des années. Chassés de notre immeuble par ordre de l'occupant, notre Association dissoute parce que ne voulant pas adhérer à l'ordre nouveau de l'U.T.M.I., notre camarade Verwée fut contraint de remettre les clés, les documents, à un certain personnage, ancien militant syndical, Bytebier, traître et renégat à la classe ouvrière. Voici copie du document par lequel, après de nombreuses mises en demeure de l'autorité militaire, l'U.T.M.I. finit par pouvoir faire main basse sur tout ce qui appartenait à notre Association Typographique, dont, très heureusement, l'essentiel avait été préalablement mis à l'abri :

UNION DES TRAVAILLEURS MANUELS ET INTELLECTUELS

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous confirmer notre entretien d'aujourd'hui pendant lequel il a été convenu (sic) ce qui suit :

- 1) de me fournir à mon bureau, pour vendredi le 27 ct, à 3 heures, la situation financière de votre organisation ;*
- 2) de licencier le concierge et de lui payer le montant de ce qui lui est dû ;*
- 3) de payer le gaz et l'électricité ;*
- 4) de liquider le téléphone et de verser la garantie à votre C.C.P. ;*
- 5) de liquider le livret d'épargne de la Maison du Peuple et de verser le montant à votre C.C.P. ;*

- 6) de liquider votre compte en banque « Société Générale » et de verser le solde à votre C.C.P. ;
- 7) de verser l'avoir de la « Caisse de Solidarité », du C.C.P. et de la caisse au C.C.P. :
- n° 135.902
- de l'Union des Travailleurs Manuels et Intellectuels,
27-29, rue Van Eyck, Bruxelles.
Ce versement doit être effectué pour le 27 mars 1942 ;
- 8) de ne plus faire aucune dépense ;
- 9) de fermer la maison et de ne plus recevoir de membres en vos bureaux.

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Signé : A. BYTEBIER.

Commissaire des Organisations
sociales et similaires.

A la date du 11 avril 1942, c'était la mainmise sur notre « Maison des Typographes », sur tout le mobilier et notre matériel. C'est-à-dire l'expulsion pure et simple. Voici le document concernant cette opération :

Nous déclarons que, suivant ordre reçu par l'autorité occupante, nous remettons à Monsieur BYTEBIER, Albert, commissaire des organisations sociales et similaires, habitant à Boitsfort, 29, rue des Pyrèthes, la gérance de la Maison des Typographes, située 6, rue du Lavoir, à Bruxelles, contenant les meubles de bureaux, matériel, etc., dont ci-joint l'inventaire certifié sincère et conforme après vérification.

Le Président :
E. VERWEE.

Le Trésorier :
H. TOBAC.

Pour approbation :
Albert BYTEBIER,
E. DE VOS.

Le 2 septembre 1944, il fallut donc repartir à zéro, mais cela n'avait aucune importance. La liberté était revenue. Nous allions pouvoir reprendre le combat syndical au grand jour. Et les raisons pour reprendre le combat syndical étaient nombreuses et impératives. Tout le monde était réduit à la plus grande détresse, tout le monde avait compris la nécessité de s'unir dans une organisation puissante pour reconquérir un standing de vie honorable après la dégradante échéance des années de guerre. Et nous allions trouver les dévouements nécessaires pour rebâtir la maison, redresser nos administrations, replacer les travailleurs du Livre dans leurs droits et leur dignité.

Et, tout d'abord, il fallait récupérer tout ce qui nous avait été volé par l'U.T.M.I. et qui se trouvait aux mains des fonctionnaires chargés du séquestre de cette officine allemande. Ce ne fut pas chose aisée. Il fallut que le séquestre refasse, sur la base des documents trouvés au siège de l'U.T.M.I., l'inventaire de toutes les rapines exercées aux dépens des organisations syndicales et assimilées. D'autre part, les mobiliers et le matériel de bureau avaient été entassés dans divers locaux qui, dès la fuite de l'occu-

pant, avaient été abandonnés sans garde et visités par les plus diligents sans le moindre contrôle. C'est ainsi que nous n'avons pas retrouvé le quart de ce qui nous avait été volé. Notamment, notre bibliothèque, qui avait été écrémée de tous ses ouvrages de valeur. On n'avait négligé que ce qui n'offrait aucun attrait pour les traîtres.

Mais, à défaut de matériel de propagande et d'argent pour en acquérir dans l'immédiat, nous avons fait un large usage des ondes de la Radio officielle, qui passait volontiers nos communiqués. Et c'est ainsi que les travailleurs du Livre furent conviés à rejoindre leurs anciennes organisations syndicales. Des comités provisoires furent constitués et des permanences ouvertes.

Outre les anciens dirigeants des différentes associations du Livre de Bruxelles, nous avions contacté les militants des deux organisations nationales : la Fédération Typographique et la Centrale des Travailleurs du Livre. Toute une partie de la Belgique était encore le théâtre de la guerre. Ailleurs les villes étaient exposées aux destructions des fusées « V 1 », rendant difficile une reprise normale des activités industrielles. Il fallait organiser, sans tarder, l'aide sous toutes les formes, à nos camarades de province et, pour cela, il fallait que, sur le plan national également, la reconstitution de notre mouvement se fasse sous le signe de l'unité organique, dans l'indépendance totale envers le patronat et les partis politiques. Ayant fait l'expérience de la plus grande détresse, toutes les mesquines considérations de personnes, de professions, de politique, de nationalité, tous ces éléments de division devaient disparaître devant l'urgente nécessité de retrouver des conditions de travail et d'existence décentes.

(Suite et fin dans le prochain numéro)

Jean DE BOE.

Tous ceux qui aiment lire les articles de Jean de Boé apprendront avec plaisir que la *Centrale de l'Industrie du Livre* à Bruxelles vient d'éditer le texte d'une conférence donnée par lui aux Cercles d'Etudes Graphiques de Liège et de Bruxelles sous le titre :

NOTRE DOCTRINE SYNDICALE

L'exemplaire *franco* 1 F 60

SI C'EST VRAI...

Dans « l'Express », n° 712, 8 au 14 février 1965, article : « Les Chinois en Afrique », page 27, troisième colonne, troisième alinéa :

« Lors des bombardements de Rome, au cours de la dernière guerre, dans chaque avion américain il y avait un prêtre catholique, avec une croix, qui bénissait la ville. »

Si le fait est réel, ne trouvez-vous pas qu'il est savoureux ?

DOCUMENTATION SUR SEBASTIEN FAURE

La fin douloureuse de S. Faure. Franco....	5,00
« Pensée et Action » (cahier spécial sur S. F.).	5,00
S. Faure, son œuvre, sa pensée	2,00

<p>Paul RECLUS LES FRERES RECLUS (Elie et Elisée) le volume 9,20 fco.</p>	<p>D^r G. VALLOT LOURDES ET L'ILLUSION le volume 6,70 fco.</p>
<p>Fritz BRUPBACHER SOCIALISME ET LIBERTE le volume 9,70 fco.</p>	<p>Francis PICHON HISTOIRE BARBARE DES FRANÇAIS le volume 25,45 fco.</p>
<p>Nicolas STOINOFF UN CENTENAIRE BULGARE PARLE... le volume 9,20 fco.</p>	<p>Sébastien FAURE et divers LA VERITABLE REVOLUTION SOCIALE le volume 6,60 fco.</p>
<p>Paul JURY Ceci est mon corps 20,10 Il est mort et ressuscité .. 34,70 Les débuts de l'évangile .. 27,10 (franco de port)</p>	<p>Maurice LIME Métro, place des Fêtes .. 9,70 Le maire du palais 15,70 (franco de port)</p>
<p>André ROBINET JAURES le volume 7,50 fco.</p>	<p>Ch.-Aug. BONTEMPS L'ANARCHISME ET LE REEL le volume 10,70 fco.</p>
<p>Sébastien FAURE L'IMPOSTURE RELIGIEUSE le volume 6,70 fco.</p>	<p>E. ARMAND, SA VIE, SON ŒUVRE par ses amis le volume 16,10 fco.</p>

Voir la rubrique : **Librairie sociale**